

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 1

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

- **A l'article 1 § 2^e d) lire :**

- d) soutenir le développement économique, social **et environnemental** durable des pays en *voie de* développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté, ~~en particulier dans les pays à faible revenu~~;

- **Remplacer le paragraphe 3 par :**

3. Le Conseil et la Commission respectent ces principes et ces objectifs dans les différents domaines de l'action extérieure de l'Union qu'il s'agisse de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la défense commune, de la politique commerciale commune, de la coopération au développement, de la coopération avec les pays tiers et de l'aide humanitaire, des aspects extérieurs de ses autres politiques ou de ses relations diplomatiques.

Le Conseil et la Commission veillent tant à la cohérence des politiques mises en oeuvre dans les différents domaines de son action extérieure qu'à la cohérence de l'ensemble de ses politiques.

Explication éventuelle :

- *L'éradication de la pauvreté est un objectif des Nations Unies qui ne peut être limité aux pays à faible revenu. Il y a lieu de reprendre également en compte l'aspect environnement du développement durable.*
- *Il est utile d'annoncer dans le premier article que les principes et objectifs énoncés s'appliquent à l'ensemble des domaines couverts par cette action extérieure. Cette*

formulation aurait aussi l'avantage de présenter – comme le fait l'article introductif de l'espace de liberté, de sécurité et de justice- quels sont ces domaines d'action.

La cohérence doit par ailleurs être assurée entre les différentes politiques mises en oeuvre dans le cadre des domaines d'action extérieure et entre politiques externes et internes. Ce rôle de veiller à la cohérence doit, comme le prévoit l'article 3 TUE être assuré par le Conseil et la Commission.